

Boko Haram : religion et frontières en Afrique

Secte islamiste, gang criminel ou rébellion ethnique ?



Par **Jean-François Fiorina**

Directeur adjoint
de Grenoble Ecole
de Management
Directeur de l'ESC
Grenoble

En matière d'islamisme radical, les projecteurs sont assez naturellement braqués sur la France, victime des récentes attaques terroristes que l'on sait. Et assez régulièrement, compte tenu des mises en scènes macabres d'exécutions d'otages occidentaux, sur l'Etat islamique en Irak et en Syrie (*Daesh*). Tel n'est pas le cas de Boko Haram, dont les massacres sans précédent semblent se dérouler dans une quasi-indifférence générale. La "secte islamiste" serait pourtant déjà responsable de 13 000 morts et 1,5 million de déplacés selon Samuel Nguembock, chercheur associé à l'IRIS, dans une récente interview à *Challenges* (21/01/2015).

Si l'appellation de ce groupe est désormais connue, c'est moins le cas de sa nature profonde, de ses objectifs, des risques sécuritaires qu'il fait peser sur une région de plus en plus vaste, aux confins du Nigeria, du Tchad, du Cameroun et du Niger - où sont positionnées les troupes françaises de l'opération *Barkhane*... Derrière les revendications politico-religieuses - l'édification d'un califat au nord du Nigeria -, de quoi Boko Haram est-il réellement le nom ?

Le 10 janvier 2015 a marqué un nouveau palier dans la campagne de terreur menée par les insurgés islamistes de Boko Haram au nord du Nigeria. Sur le marché de la ville de Maiduguri, l'explosion d'une bombe portée par une fillette de 10 ans, sans doute inconsciente du danger, a fait 20 morts - dont la fillette - et 18 blessés. Des attaques suicides dans les agglomérations nigérianes s'étaient déjà produites - mais pas encore en utilisant des enfants. L'emploi de telles "bombes humaines", de même que le rapt et l'esclavage de populations entières (cf. l'enlèvement de 276 lycéennes à Chibok en avril 2014), attestent de la volonté de s'inspirer des pratiques les plus violentes qui gangrènent le Proche et le Moyen Orient. "Les gens de Boko Haram veulent être considérés par leurs pairs comme des jihadistes dignes de ce nom", observe Andrew Pockock, haut-commissaire britannique au Nigeria cité par *The Daily Telegraph* (10/01/2015).

L'offensive des 7 et 8 janvier en direction de petites villes des rives du lac Tchad, comme Baga, avait déjà été particulièrement meurtrière. Avec 2 146 victimes, le mois de janvier 2015 constitue d'ailleurs un pic dans les exactions de Boko Haram. Les spécialistes attribuent cette flambée de violence à l'approche des élections présidentielle et législatives nigérianes, fixées au 14 février. Mais aussi à une anticipation d'une réaction militaire régionale, l'objectif du groupe terroriste étant d'élargir et consolider le plus rapidement possible sa base territoriale.

"Les gens de Boko Haram veulent être considérés par leurs pairs comme des jihadistes dignes de ce nom."

Origines et expansion de la secte...

Boko Haram signifie littéralement "*le blanc - sa culture - est impur*". Fondée en 2002 par Mohamed Yusuf, un prédicateur né dans les années 1970, cette secte religieuse prône un islamisme radical et rejette "*l'impérialisme occidental*" - dont le pouvoir central d'Abuja serait un "*suppôt*". C'est en effet à Maiduguri, capitale de l'Etat septentrional de Borno, que Yusuf prêche. Au sein d'un Nigeria fédéral, la constitution permet déjà l'application officielle de la charia dans cet Etat, ainsi que dans huit autres dans le nord du pays à majorité musulmane, essentiellement sunnite. Trois autres Etats appliquent la charia dans certaines régions à forte population islamique. Ce mouvement d'*islamisation par la loi* s'est opéré rapidement, en 1999-2000 principalement, mais non sans heurts. Il a constitué un terreau manifestement favorable à l'apparition de cette secte fondamentaliste.

Le récent mouvement d'"islamisation par la loi", avec l'adoption de la charia par les Etats du nord du Nigeria, a constitué un terreau favorable à l'éclosion puis à l'essor de la secte islamiste.

Mais c'est à partir de 2009, avec la mort de Yusuf, consécutive à une opération militaire, que Boko Haram opère sa mutation. Le groupe est repris par Abubakar Shekau et se radicalise très fortement. Il bascule dans le terrorisme et déborde des frontières du Borno. En mai 2013, l'état d'urgence est instauré dans les trois Etats de Borno, Yobe et Adamawa. Mais l'armée nigérienne, rongée par la corruption et l'incompétence, est incapable d'enrayer l'explosion de la violence. Ni même l'expansion de Boko Haram, qui contrôle aujourd'hui un territoire de près de 50000 km² - soit l'équivalent de la Belgique! David Blair, dans l'article du *Daily Telegraph* précité, explique que "*les combattants de Boko Haram tiennent désormais 11 gouvernements locaux, ce qui représente une population de 1,7 million de personnes. Le domaine de Boko Haram s'étend des monts Mandara, à la frontière orientale avec le Cameroun, au lac Tchad, dans le Nord, et aux rives de la Yedseram à l'Ouest*". Ce qui permet la réactivation des antiques routes de trafic - y compris d'êtres humains - en direction du Sahara...

Une menace sécuritaire de dimension régionale

"Pour prospérer, le mouvement a notamment profité d'une grande porosité des frontières, de l'absence de contrôle territorial et de la corruption qui gangrène l'armée nigérienne. Il a ainsi pu capter une part des ressources naturelles de la zone pour se financer de manière autonome en parallèle du soutien d'organisations salafistes. Par ailleurs, le chaos en Libye, suite à la guerre menée pour faire tomber Mouammar Kadhafi, a permis à Boko Haram de ramener de nombreuses armes", explique Samuel Nguembock, de l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS) dans un récent entretien au magazine *Challenges*.

En décrétant, en septembre 2014, l'instauration d'un califat sur le modèle de l'Etat islamique, et en commençant à sévir au Cameroun, Boko Haram est devenu un problème régional, qui concerne également le Tchad et le Niger. Le Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique (175 millions d'habitants) et désormais première puissance économique du continent, garantit en effet la stabilité d'une vaste zone charnière entre Afrique de l'Ouest et Afrique centrale.

Venir à bout de la secte s'annonce difficile, et pourrait nécessiter l'appui de la communauté internationale. "*Le plus efficace serait de mettre à profit l'opération Barkhane*" menée par les troupes françaises contre les groupes djihadistes armés au Sahel, estime encore Samuel Nguembock. N'Djamena, la capitale tchadienne proche de la frontière avec le Nigeria, est à la fois le siège du QG de la force Barkhane et d'une cellule de coordination pour la lutte contre Boko Haram (Abuja abritant une cellule régionale de fusion du renseignement). La France "*dispose de moyens de renseignements sophistiqués, de drones, d'une aviation militaire et de technologies de pointe qui pourraient être utiles à la mobilisation contre Boko Haram*", précise encore le chercheur. Reste qu'un engagement des troupes au sol, c'est-à-dire l'ouverture d'un nouveau front terrestre à l'heure où l'armée est déployée comme jamais sur le sol national, dans le cadre du plan Vigipirate "alerte attentat", apparaît inenvisageable à court terme. D'ailleurs, ici moins qu'ailleurs, la solution ne saurait être militaire - ni même strictement sécuritaire.

En décrétant l'instauration d'un califat sur le modèle de l'Etat islamique, Boko Haram est devenu un problème régional. C'est désormais la stabilité de la vaste zone charnière entre Afrique de l'Ouest et Afrique centrale qui est en jeu.

Fondamentalisme ou insurrection fondamentalement ethnique?

Les racines du problème posé par Boko Haram s'inscrivent certes dans la résurgence d'un "jihadisme global", dans cette dynamique fondamentaliste et radicale qui travaille l'Oumma. Mais les facteurs propres au Nigeria sont prédominants. S'y ajoute en effet la réminiscence du vieux sultanat Haoussa de Kano, devenu vassal du califat de Sokoto dès 1805, mais absorbé définitivement par le Nigeria qu'en 1967 (cf. note CLES n°143, *Le retour des "guerres de religion"?*, 16/10/2014). Il ne faut pas oublier non plus la violence qui caractérise le jeu politique interne du pays, certains politiciens du Nord n'ayant jamais hésité à utiliser voire susciter des groupes d'hommes de main pour éliminer leurs adversaires - quitte à leur mettre sur le dos des actes dont ils ne sont pas les auteurs... Reste que Boko Haram est devenu une menace militaire sérieuse, avec près de 4000 combattants parmi ses 30000 à 40000 membres. Il est à la fois une branche du jihadisme international, au sein d'un "arc islamiste sahélien" en ébullition, un gang criminel, se finançant par toutes sortes de trafics, de vols et d'extorsions (dont de véritables "raids de négriers"), et le bras armé d'une insurrection de nature tribale (kanuri).

Boko Haram est tout à la fois un groupe jihadiste, un gang criminel et le bras armé d'une insurrection tribale. Cette dernière caractéristique n'est pas la moins capitale.

Cette dernière caractéristique, là encore omniprésente dans la politique nigérienne, est essentielle pour essayer de comprendre l'évolution de la situation. Pour Bernard Lugan notamment, les fondamentalistes musulmans qui contrôlent le nord du Nigeria cherchent à exacerber la fracture ethnique entre le Nord et le Sud "afin d'imposer l'indépendance du Nord qui deviendrait ainsi un État théocratique" (cf. CLES n°136, *La bande sahélo-saharienne en ébullition*, 19/06/2014). Mais "si tout le nord du pays est devenu une immense zone grise, [c'est] en raison des apparentements ethniques transfrontaliers. Les peuples haoussas, fulanis et kanuris s'entraident ou s'opposent au mépris des frontières étatiques". C'est ce qui fait la force mais également les limites - ethniques, précisément - du groupe Boko Haram. Autant il peut mener des raids au Cameroun, dont la frontière sépare artificiellement les Kanuris, autant il est bloqué dans ses actions vers le Sud, où sont majoritaires d'autres tribus, au sein des frontières étatiques nigériennes.

Ainsi, "au lieu d'être imposées par les militaires, les frontières du nouveau domaine de Boko Haram seront plutôt tributaires de la mosaïque ethnique du nord du pays", estime David Blair. "Shekau est sûr de pouvoir tenir le territoire où habitent ses frères kanuris, mais son pouvoir est plus faible là où d'autres groupes sont plus puissants. Il a récemment dû se retirer de plusieurs bourgs dans l'Etat d'Adamawa, peut-être parce qu'ils sont habités par d'autres ethnies que les Kanuris." Et le journaliste britannique de conclure: "Boko Haram dispose de transports blindés, de canons antiaériens et de lance-roquettes, autrement dit, des armes lourdes d'une armée conventionnelle. Mais en dépit de toute cette puissance de feu, son expansion pourrait bien être endiguée par les frontières invisibles de l'ethnicité." ■

Pour aller plus loin: "Boko Haram: une terreur sans limite?", article de David Blair pour *The Daily Telegraph*, extraits traduits dans *Courrier international* n°1263, 14/01/2015; "Boko Haram: pourquoi la question d'une action de la France se pose", interview de Samuel Nguembock à *Challenges*, 21/01/2015; "Le Nigeria au défi de Boko Haram", in *Questions internationales*, n° 71, janvier-février 2015.

EXTRAIT:

Abubakar Shekau, ou le modèle du 'Vieux de la Montagne'? "Shekau a établi le quartier général du mouvement dans la ville de Gwoza, dans l'Etat de Borno. Une place forte choisie avec soin: elle est protégée des attaques par les hauteurs volcaniques des monts Mandara, qui se dressent à la frontière avec le Cameroun. Mais surtout, toute la région appartient à l'ethnie de Shekau, les Kanuris. À partir de cette base installée parmi les siens, Shekau envoie ses combattants frapper sur un vaste territoire. Pour lui, la frontière avec le Cameroun n'a aucune importance, car elle coupe en deux les terres des Kanuris. Ses hommes attaquent régulièrement des villages dans le pays limitrophe. Au cours du seul mois de décembre [2014], ils ont tué 68 soldats camerounais." (David Blair, "Boko Haram: une terreur sans limite?", op. cit.)

Retrouvez d'autres analyses géopolitiques sur www.diploweb.com et sur <http://notes-geopolitiques.com>